Par e-mail : https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/09/16/les-etats-unis-colosse-fragile-du-gaz-liquide_6141882_3234.html

Les Etats-Unis, colosse fragile du gaz liquide

Les Etats-Unis profitent à plein de la fièvre du GNL. Cependant, les infrastructures peinent à suivre et l'envolée du prix du gaz soulève des inquiétudes.

Par Arnaud Leparmentier(New York, correspondant)

Publié le 16 septembre 2022

Ce sont les charmes du marché du gaz, plus régional que mondial : au Texas, à la confluence des gazoducs américains, le gaz naturel vaut environ 8,50 dollars (8,50 euros) le million de British Thermal Unit (BTU, l'unité de mesure de l'énergie contenue dans le gaz). Ce prix a doublé en un an, mais n'est en rien comparable à celui pratiqué en Europe, qui est frappée de plein fouet par les coupures russes : le gaz sur le marché d'Amsterdam vaut 64 dollars le BTU, près de huit fois plus qu'outre-Atlantique (et huit fois plus que les années précédentes).

Logiquement, les producteurs de gaz naturel liquéfié (GNL) américains ont vu la fortune qu'ils pouvaient en tirer : acheter au prix américain et vendre au coût européen. C'est ainsi que, depuis le début de la guerre en Ukraine, le 24 février, les industriels des Etats-Unis ont volé avec joie au secours du Vieux Continent, expédiant le GNL à partir des ports du Texas et de Louisiane. Au premier semestre 2022, 70 % des exportations américaines ont pris le chemin de l'Europe, contre un tiers en 2021. Ces apports représentaient près de la moitié des importations européennes (contre 15 % pour le Qatar et 14 % pour la Russie).

Ce basculement s'est effectué avec les encouragements de la Maison Blanche. *« Nous devons nous assurer que les familles en Europe peuvent passer cet hiver et l'hiver suivant »*, avait approuvé, fin mars, le président Joe Biden, à la faveur d'une rencontre avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Les exportations américaines de GNL ont crû, mais seulement de 20 %, selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie. L'aide aux Européens a été avant tout un phénomène de vases communicants, les Asiatiques ayant subi un ajustement à la baisse, car la demande était plus faible (les Chinois consomment moins en raison des fermetures de l'économie dues au Covid-19) et les prix plus bas (celui du BTU est à 50 dollars à Tokyo et à Séoul).

Exportations américaines contrariées

Car, pour exporter, encore faut-il disposer des gazoducs, des usines de compression et des méthaniers nécessaires au franchissement de l'Atlantique. Le marché américain du GNL est notamment dominé par l'entreprise Cheniere, qui dispose de terminaux dans le Golfe du Mexique. Sa valeur boursière a doublé en un an, pour atteindre 43 milliards de dollars (TotalEnergies vaut 130 milliards de dollars, et Engie 30 milliards). D'autres mettent les bouchées doubles afin de construire des terminaux qui ne seront pas opérationnels avant plusieurs années, à l'instar de

Tellurian, qui n’a progressé en Bourse que de 15 %, car nul ne sait à quoi ressemblera le marché du gaz dans quelques années.

> Les Etats-Unis sont, pour le moment, les premiers exportateurs mondiaux de GNL, mais ces livraisons ne représentent pas plus de 11 % de la production nationale de gaz et ne peuvent pas dépasser 13 % au vu des capacités actuelles

A court terme, les exportations américaines ont été contrariées, notamment par un incendie en juin dans le port méthanier de Freeport (Texas), qui paralysera sa production jusqu’en novembre. Il n’existe pas non plus de pipeline pour exporter efficacement le gaz naturel produit dans l’est du pays, en Pennsylvanie ou en Virginie-Occidentale. Un projet de gazoduc pour desservir la baie de Chesapeake (New Jersey) est toujours dans les limbes. Résultat, les Etats-Unis sont, pour le moment, les premiers exportateurs mondiaux de GNL, mais ces livraisons ne représentent pas plus de 11 % de la production nationale de gaz et ne peuvent pas dépasser 13 % au vu des capacités actuelles.

D’une manière générale, les industriels du pétrole, échaudés par une décennie de rentabilité désastreuse – et inquiets de la régulation contre le réchauffement climatique –, refusent d’investir massivement. C’est ce qu’expliquait en juillet Shawn Wenko, directeur du développement économique de Williston, capitale du bassin pétrolier du Dakota du Nord : *« Les investissements ne représentent qu’un tiers de ce qu’il faudrait pour tourner à plein régime. Mais vous n’allez pas investir dans des pipelines ou des raffineries si vous pouvez être menacé de fermeture le lendemain. »*

Wil VanLoh, patron de Quantum Energy Partners, l’un des plus grands investisseurs dans le secteur, l’a confirmé, le 14 septembre, au *Financial Times*. *« Il ne faut pas croire que les Etats-Unis peuvent pomper beaucoup plus. Notre production est ce qu’elle est. Il n’y aura pas de renflouement, ni dans le gaz ni dans le pétrole. »*

La demande européenne pourrait détourner les flux

Pendant que les industriels américains portent assistance aux Européens, le mécontentement politique se fait sentir, avec un prix du gaz plus élevé qu’en 2008, avant l’essor du gaz de schiste. Cet été, les Américains en ont stocké 11 % de moins qu’à leur habitude, à l’approche de l’hiver. La raison ? La chaleur de l’été a entraîné une forte augmentation de la consommation d’électricité, tandis que le charbon n’a pas pris le relais en raison de la hausse de son prix et des fermetures de centrales.

La consommation de gaz devrait croître de 3 % en 2022, ce qui inquiète les responsables politiques américains, ainsi que le démontre une lettre des gouverneurs des six Etats de la Nouvelle-Angleterre adressée en juillet à la secrétaire à l’énergie, Jennifer Granholm, et révélée par le *Financial Times*. *« Nous apprécions les efforts fournis par l’administration Biden pour augmenter les exportations de pétrole vers l’Europe. Un effort similaire devrait être fait pour la Nouvelle-Angleterre »*, écrivaient-ils, demandant la sécurisation de l’approvisionnement de leurs Etats en GNL.

Ceux-ci se fournissent en général pendant l’hiver via le port de Boston, mais la demande européenne pourrait détourner ces flux. A cela s’ajoute une loi protectionniste, dont les gouverneurs réclament l’assouplissement : les navires qui cabotent le long des ports sans faire escale à l’étranger

doivent battre pavillon américain et avoir un équipage de même nationalité, ce qui n’est pas le cas de nombreux méthaniers.

La secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a mis en garde contre une nouvelle envolée des hydrocarbures fin 2022 à cause du conflit ukrainien. Alors que se profilent les élections de mi-mandat, le 8 novembre, le sujet est particulièrement délicat, même si le prix du gallon d’essence (3,8 litres) est retombé de 5 dollars à la mi-juin à 3,70 dollars à la mi-septembre.

Arnaud Leparmentier(New York, correspondant)